



# ADF AUJOURD'HUI

Mercredi, 13 octobre 2010

Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique

## L'Afrique exprime ses espoirs et ses craintes

Par Marie-Noëlle Guichi

La 7<sup>ème</sup> édition du Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VII) a été officiellement ouverte hier par le Président de la République fédérale d'Éthiopie, Girma Wolde-Giorgis, en présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles Festus Mogae, ancien président du Botswana, très impliqué dans la lutte contre les changements climatiques.

On se croirait dans une salle des fêtes. Et pour cause, c'est par une mélodie composée par Ras Kimono du Nigéria et l'Éthiopien Johnny Raga, que la cérémonie officielle d'ouverture de ADF VII a démarré hier, 12 octobre 2010. L'heure n'est pourtant pas aux réjouissances. Elle est plutôt grave. L'expression musicale de Ras Kimono et ses acolytes est sans ambiguïté. Dans leur titre phare «*People let's come together to save the land (Unissons-nous pour sauver la terre)*», ils attirent l'attention des dirigeants sur la nécessité de s'adapter aux effets des changements climatiques. Pour eux, «*le climat change, les dirigeants regardent*».

Prenant la parole en premier à cette cérémonie, Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a indiqué que la CEA, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement ont décidé de consacrer la 7<sup>ème</sup> édition du Forum pour le développement de l'Afrique à la question des changements climatiques «*en vue de répondre aux difficultés qu'ils soulèvent pour le développement de l'Afrique, et de dresser un programme de développement consensuel, piloté par l'Afrique*».

Montrant les conséquences de ces changements climatiques, Abdoulie Janneh indique que la période qui s'est écoulée depuis le sixième Forum pour le développement de l'Afrique, tenu en 2008 sur le thème de l'égalité des sexes, a été très éprouvante pour l'Afrique, comme d'ailleurs pour le reste du monde. «*La croissance soutenue de près de 6% qu'affichait le continent depuis le début des années 2000 a été enrayerée par les crises alimentaire, pétrolière et financière, qui ont fini*



De gauche à droite: Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, Girma Wolde-Giorgis, Président de la République fédérale d'Éthiopie et Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA.

par entraîner une véritable récession économique», a-t-il dit.

Abdoulie Janneh rappelle que les participants à la conférence de Copenhague en 2009 sur le changement climatique ont souligné le rôle central du

financement de mesures efficaces d'adaptation et d'atténuation. «*Les pays industrialisés ont à cette occasion promis un financement rapide à hauteur de 30 milliards de dollars des États-Unis entre 2010 et 2012, et convenu d'atteindre l'objectif de mobilisation de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour permettre aux pays africains en développement d'appliquer des mesures équilibrées d'adaptation et d'atténuation*», se souvient-il.

Un peu sceptique, Jean Ping, le Président de la Commission de l'Union africaine, s'inquiète de ce que les promesses de ce genre ne sont jamais tenues. Il espère cependant que «*pour préserver nos terres communes, les fonds promis seront réellement débloqués*». Il se félicite de la décision adoptée par les Chefs d'État et de gouvernement africains, pour que désormais, l'Afrique parle d'une seule voix en adoptant une position commune dans les négociations sur les changements climatiques. Selon lui, en mettant en place cette stratégie unitaire, l'Afrique a, pour la première fois, démontré qu'elle pouvait défendre ses intérêts de manière ordonnée. Toutefois, pour lui, l'Afrique devra encore se battre pour que ses préoccupations soient prises en compte dans la question forestière et celle de la conservation des sols; la protection des zones humides et la lutte contre les pollutions de l'air et la pollution transfrontières des déchets.

Le Président Girma Wolde-Giorgis, dans son discours d'ouverture d'ADF VII, a mis l'accent sur les espoirs et les craintes du continent africain face aux effets des changements climatiques. Il a exhorté les quelques 700 spécialistes des changements climatiques présents à ce Forum à adopter des stratégies d'adaptation en prenant des mesures pratiques. De son point de vue, il faut désormais réduire l'écart qui existe entre la rhétorique et les actions concrètes. «*Il est nécessaire d'agir de manière décisive et urgente*», a-t-il martelé.

Rejoignant cette position, la Nigériane Esther Agbarakwe, Représentante de la jeunesse au sein des Nations Unies sur les questions des changements climatiques et Coordonnatrice de la coalition des jeunes de son pays sur cette problématique a indiqué que tous les acteurs (y compris les jeunes) doivent revoir leurs compétences «*de manière pragmatique*». Dans un message lu par John Odey, le Ministre nigérian de l'environnement, le Président de la République fédérale du Nigéria, Goodluck Jonathan qui n'a pas pu faire le déplacement pour l'ADF VII, insiste sur la nécessité de respecter la bonne gouvernance en Afrique, de mettre en place des infrastructures pour répondre aux énormes défis posés par les changements climatiques, et d'établir une stratégie continentale afin de gérer les migrations, causes d'insécurité et de multiples conflits.

## Changement climatique, source d'insécurité en Afrique

Par Marie-Noëlle Guichi

Le Groupe africain sur le changement climatique et la sécurité environnementale (ACCES) s'est réuni à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le 11 octobre 2010, pour examiner les effets néfastes des changements climatiques sur la sécurité en Afrique et rechercher des solutions.

L'Afrique contribue pour seulement 3,8 % du total des émissions de gaz à effet de serre, selon Josué Dione, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable à la CEA qui a ouvert cette réunion. Mais les pays africains sont parmi les plus vulnérables aux changements climatiques. M. Dione a souligné qu'il existe un lien étroit entre les changements climatiques et la sécurité en Afrique. Il explique que de plus en plus, on observe en Afrique des schémas météorologiques inhabituels, assortis d'inondations récurrentes et de rudes sécheresses. Ces phénomènes déconcertent les agriculteurs africains, dont la productivité baisse considérablement, causant ainsi l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays africains. De plus, les populations rurales sont obligées de se déplacer vers les centres urbains. Ce flux migratoire a, selon M. Dione, de graves conséquences telles que l'aggravation du taux de chômage dans les villes, l'instabilité politique et l'insécurité. Il a déclaré que la planète compte déjà 35 millions de déplacés du fait de ces changements climatiques; que près de 50 millions de déplacés sont enregistrés chaque année; et que ces chiffres seront portés à 500 millions d'ici à 2015, si rien n'est fait pour freiner les effets dévastateurs de ces changements climatiques.

### Positions communes

Un document montrant la vulnérabilité de l'Afrique face aux changements clima-



De plus en plus, on observe en Afrique des schémas météorologiques inhabituels, assortis de rudes sécheresses.

tiques a été distribué aux participants avant sa présentation au sommet sur les changements climatiques prévu en novembre prochain à Cancún, afin qu'ils y apportent leurs commentaires. D'après Gyorgy Tatar, membre du Secrétariat du Conseil de l'Union européenne, ce document met le doigt sur les pays les plus touchés par les changements climatiques, sorte de points chauds en Afrique. Il s'agit du Burundi, du Tchad, du Kenya, de l'Éthiopie, du Soudan et du Niger. Les pays menacés sont le Rwanda et l'Ouganda pour ce qui est de la pénurie d'eau; la Côte d'Ivoire pour l'insécurité alimentaire; la Zambie pour le déficit énergétique. L'Afrique de l'Est quant à elle fait face aux problèmes d'immigration tandis que les pays sahéliens subissent les catastrophes naturelles.

Cette réunion, organisée conjointement par le collège Madariaga de la Fondation Europe et l'Union européenne, a réuni une centaine de délégués représentant la société civile, les collectivités locales, les administrations publiques et plusieurs partenaires au développement de l'Afrique. Gyorgy Tatar estime qu'elle pourrait permettre d'établir un dialogue permanent entre les Africains et les Européens, qui devront adopter une position commune sur les mesures à prendre pour enrayer les risques de sécurité liés directement aux changements climatiques. Car, pour l'ambassadeur Günther Sleeuwagen de l'Union européenne, l'Europe et l'Afrique sont liées par leur histoire et leur situation géographique et doivent évoluer en synergie pour préserver leurs intérêts communs face aux pollueurs.

# «Le changement climatique est une opportunité pour l'agriculture de l'Afrique» - Abdoulaye Niang

Par Roukiattou Ouedraogo

Les changements climatiques représentent incontestablement l'une des menaces les plus redoutables pour le développement de l'Afrique. Mais selon le Professeur Abdoulaye Niang, ancien haut fonctionnaire de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à la retraite, dirigeant actuellement une compagnie spécialisée dans l'agriculture de précision au Mali, l'Afrique peut en retirer des profits si elle sait se repositionner et profiter des effets du changement climatique pour développer son agriculture.

À l'occasion du 7<sup>e</sup> Forum pour le développement de l'Afrique dont les travaux ont démarré ce lundi 11 octobre, l'intellectuel « agriculteur » a partagé sa vision sur l'avenir de l'agriculture du continent, plus particulièrement les stratégies d'adaptation aux effets des changements climatiques que sa compagnie a développés.

Il voit son retour à la terre comme une action concrète pour faire face aux effets des changements climatiques sur le continent.

« À ma retraite, mon ambition était de voir si les idées que nous donnons comme conseil à nos décideurs étaient bonnes ou pas, ou si c'étaient seulement nos décideurs qui n'arrivaient pas à passer des idées à l'action. Raison pour laquelle j'ai créé Tambaroua Business Farming, un centre de convergence technologique, d'innovation et de créativité basé au Mali pour mettre en pratique certaines de ces idées » témoigne le Professeur Niang.

Tambaroua Business Farming (TBF) est une compagnie innovatrice axée sur l'agro-



Abdoulaye Niang: l'Afrique a des ressources très convoitées pour l'agriculture.

alimentaire et spécialisée dans l'agriculture de précision. L'entreprise combine à la fois la technologie de l'énergie solaire, l'irrigation au goutte-à-goutte, et des technologies maison afin d'établir une ferme écologique à haut rendement. Aux dires du professeur Niang, son centre se veut un modèle de la maîtrise du système de culture pour les pays en développement.

En collaboration avec des firmes israéliennes, la compagnie a développé le système «Net House» que l'on peut déployer aussi bien en culture pluviale que pour l'irrigation. Cette technologie a recours à des filets permettant de contrôler la radiation du soleil et la vitesse du vent, et à un système d'irrigation

de goutte-à-goutte informatisé alimenté par l'énergie solaire. Combinée à un laboratoire mobile, elle permet de faire l'analyse du sol, de l'eau et de la plante pour donner exactement à la plante les micronutriments qui lui manquent.

Aujourd'hui, TBF dispose d'un hectare de terre agricole consacrée à la culture maraîchère où carottes, aubergines, gombos, oignons, pommes de terre, tomates et autres légumes sont cultivés en partie sous plasticulture et en partie sous «Net House».

Aux dires du Professeur Niang, la création de ce microclimat permet de maîtriser le système de développement des cultures afin de produire des légumes de qualité sans

trop se soucier des variations pluviométriques ni des criquets. «Nous avons pris tous les facteurs qu'on disait constituer des risques pour les transformer en opportunités. L'Afrique pourra ainsi servir les autres régions du monde avec des produits de qualité» note t-il.

Pour lui, son centre de convergence technologique permet d'explorer et d'exploiter toutes les technologies à travers un partenariat avec les multinationales capables de dynamiser le secteur agricole.

«Nous avons investi 200 à 300 millions de francs CFA de fonds propres pour développer ce centre, et nous sommes capable maintenant de démontrer avec des paramètres technico-économiques que ce genre d'investissement est rentable» affirme t-il.

Le souhait du Professeur Niang est que les banquiers changent d'attitude vis-à-vis de l'agriculture africaine et cessent de se focaliser sur les risques qu'elle encourt. «Avec le «Net House» la plupart des risques sont éliminés» lance t-il avec conviction.

Sur le plan international, le savoir-faire et le comment faire existent. L'Afrique est le continent qui dispose encore de terres de qualité, d'eau de qualité – des ressources très convoitées. C'est pourquoi nos gouvernants, au lieu de vendre ces terres aux multinationales, se doivent d'accompagner les centres qui expérimentent la convergence technologique dans l'agriculture. C'est là que réside le futur de l'agriculture africaine, selon le Professeur Niang.

Abdoulaye Niang est l'ancien chef de la Division de la sécurité alimentaire de l'agriculture à la CEA, et actuellement le Directeur de Tambaroua Business Farming au Mali.

# Changement climatique et santé: l'espèce humaine en voie d'extinction?

Par Roukiattou Ouedraogo

Selon Abdelkader Allali, expert en changement climatique, l'un des effets des changements climatiques dont on parle peu est l'impact du réchauffement de la planète et des pollutions sur la santé humaine.

Président de l'Association marocaine pour la santé et l'environnement, Abdelkader Allali est également co-lauréat du prix Nobel de la paix pour la publication du quatrième rapport sur le changement climatique du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il participe aux travaux du 7<sup>e</sup> Forum pour le développement de l'Afrique qui se tient du 10 au 15 octobre 2010 à Addis-Abéba sur le thème «Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique».

Abdelkader Allali rappelle que la planète n'est pas la seule à souffrir des changements climatiques: plus la planète accumule les toxines, et plus les humains sont victimes de la pollution atmosphérique. «Du fait de vivre dans un environnement pollué, des milliers de toxines s'accumulent dans l'organisme humain.» C'est ainsi qu'il explique l'apparition de nouvelles maladies et la multiplication du nombre de personnes souffrant de maladies chroniques comme le cancer. «Et aujourd'hui, il y a des signes qui montrent que si rien n'est fait, l'espèce humaine risque de disparaître avant de nombreux autres espèces» s'inquiète t-il.

Selon lui, l'Afrique dispose d'atouts pour éviter cette issue: «L'Afrique est un conti-



Les changements climatiques sont responsables de l'apparition de nouvelles maladies.

ment très riche en plantes médicinales et en connaissances médicales traditionnelles qu'on peut mobiliser pour faire face au phénomène» affirme t-il.

Un optimisme vite dissipé, car si cette biodiversité existe encore, elle n'est pas suffisamment protégée «Nous sommes en train de la (biodiversité) détériorer sans savoir quel pourrait être notre remède pour maintenant et surtout pour le futur.»

Abdelkader Allali propose des actions de sensibilisation sur les changements climatiques et la santé pour encourager les Africain(e)s à prendre des mesures simples au quotidien. Par exemple «il y a des gens qui utilisent leur voiture pour des trajets de 500 à 600 mètres. Alors que s'ils s'y rendent à pied, ils contribuent d'une part à limiter l'émission des gaz à effet de serre et d'autre part, améliorent leur santé.»

L'édition 2010 du Forum pour le dévelop-

pement de l'Afrique réunit quelque 700 décideurs, chercheurs, universitaires, représentants d'ONGs et d'organisations de la société civile, pour y échanger des idées, dégager des consensus et nouer des partenariats.

C'est donc une tribune idéale pour qu'Abdelkader Allali interpelle les autres parties prenantes sur la nécessité de mettre la santé humaine au coeur du débat sur les changements climatiques.

# Le développement de l'Afrique passe par la transformation de son monde rural

Par Roukiattou Ouedraogo



Mme Sherry Aryithey, Ministre de l'environnement, des sciences et technologies du Ghana.

L'Agence de coordination et de planification du NEPAD, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), et le World Wildlife Fund (WWF) ont lancé le

11 octobre *Africa's Rural Futures*, un programme conjoint qui vise à placer le secteur rural au cœur de la stratégie de développement du continent.

Le programme a été lancé lors du 7<sup>e</sup> Forum pour le développement de l'Afrique, qui se tient du 10 au 15 octobre à Addis-Abéba, sur le thème «Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique».

«La richesse de l'Afrique se trouve dans les zones rurales» note Sherry Aryithey, Ministre de l'environnement, des sciences et technologies du Ghana, lors du lancement de *Africa's Rural Futures*.

Loin de constituer un frein pour l'essor du continent, les villages africains sont les poumons économiques de l'Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne où près de 80 % de la population vit en milieu rural.

Ces dernières années, la plupart des Chefs d'États africains ont pris des engagements pour développer le secteur rural et agricole, mais la part des budgets nationaux consacrée à ce secteur reste encore faible. D'où la nécessité de revoir l'approche du secteur rural dans sa globalité en tant que solution au sous-développement du continent.

*Africa's Rural Futures* considère les zones rurales comme la base d'un développement national durable de long terme et favorable aux pauvres. Il s'agit d'un programme de transformation de l'économie rurale de l'Afrique à travers la mise en œuvre d'une approche

plurisectorielle qui prend en compte tous les acteurs concernés.

Le Forum pour le développement de l'Afrique, qui réunit ces acteurs – décideurs, chercheurs, agriculteurs, société civile, et grandes institutions sous-régionales – est le cadre idéal pour un débat sur l'avenir de l'Afrique rurale.

Esnest Compaoré, du Secrétariat permanent des ONGs du Burkina Faso participant à la réunion estime que «c'est un programme qu'il faut saluer car il met en dialogue plusieurs acteurs et tente de mettre en cohérence plusieurs programmes qui sont déjà en cours». Il se félicite de ce que la société civile soit impliquée dans ces réflexions.

Sherry Aryithey a rappelé que *Africa's Rural Futures* se doit d'aborder la question de l'accès des femmes à la terre.

Mais pour Mamadou Cissoko, Président du réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest, le programme passe à côté de l'essentiel: «Pourquoi ils ne disent pas qu'on ne peut pas faire le développement de l'agriculture sans subventions, sans protection des marchés, c'est ce que tout le monde a fait» lance-t-il. Si on veut que les paysans produisent beaucoup, produisent des produits de qualité, il faut que nous puissions vivre de notre travail ce qui n'est pas possible aujourd'hui encore.»

## Nous ne sommes pas tous égaux face aux changements climatiques

Par Marie-Noëlle Guichi

Les femmes et les jeunes représentent dans de nombreuses régions d'Afrique les populations les plus démunies et les plus affectées par les changements climatiques. Mais ils ne sont pas fortement impliqués dans la recherche des mesures d'atténuation à ce phénomène.

Ce constat a été fait par les participants à une réunion qui s'est tenue les 11 et 12 octobre 2010 en marge du 7<sup>e</sup> Forum pour le développement de l'Afrique, sur le thème: «les changements climatiques et la population, la santé, la problématique hommes-femmes et les jeunes».

Les participants rappellent que les femmes africaines sont une ressource pour faire face au changement climatique et réduire les émissions à effets de serre.

Mme Tacko Ndiaye du Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) estime que «(les femmes africaines) occupent une position unique pour contribuer à juguler les effets néfastes des changements climatiques.» L'UNIFEM est d'ailleurs en partenariat avec une société indienne pour former un groupe de femmes rurales à la fabrication et l'utilisation de l'énergie solaire. Celles-ci formeront à leur tour d'autres femmes, afin de vulgariser cette technologie en Afrique.

La Directrice du Centre africain des études sur le genre à la Commission économique pour l'Afrique, Mme Thokozile Ruzviszo, estime que «l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques, les projets et les financements relatifs au changement climatique est essentielle pour garantir que les femmes contribuent à et bénéficient de solutions équitables aux problèmes posés par le climat.»

Les jeunes, fortement représentés à ce Forum, sont eux aussi particulièrement touchés par les effets du changement climatique, tout en étant tenus à l'écart des décisions sur le sujet. Ils ont tenu à relever qu'ils ne sont pas des victimes impuissantes, mais qu'ils ont les



Le changement climatique est une menace pour les générations futures

compétences pour et la volonté de chercher des solutions aux effets néfastes des phénomènes climatiques extrêmes tels que la perte de la biodiversité, la déforestation et la disparition d'habitats naturels, qui menacent le bien-être de millions de personnes. Les changements climatiques sont un phénomène intergénérationnel, et les jeunes seront les premiers à encourir les risques accrus de catastrophes, de conflits et de menaces pour la sécurité, liés aux migrations massives de population. Ils ont réitéré qu'ils doivent être impliqués dans les décisions prises pour mitiger ces risques.

Côté santé, l'un des points cruciaux des discussions a été de savoir qui paiera la note des dégâts causés par les changements climatiques sur la santé des populations en général, et en particulier celle des femmes et des jeunes. Les changements climatiques ont déjà engendré une gamme élargie et une prévalence ac-

crue des maladies à transmission vectorielle, notamment le paludisme, qui s'ajoutent aux effets du VIH/Sida et touchent principalement les pauvres.

Mme Thokozile Ruzviszo répond que l'Union africaine a prévu des instruments juridiques pour que les pollueurs soient jugés et contraints à payer pour les dommages causés dans le monde, principalement en Afrique. Mais, pour y arriver, précise-t-elle, il faut que chaque État membre de l'Union africaine signe et ratifie cet arsenal juridique et le mette effectivement en œuvre.

Raymonde A. Agouso, Chef de la Division des droits de l'homme et du développement de la jeunesse à la Commission de l'Union africaine a elle aussi appelé les dirigeants africains à prendre leurs responsabilités. Au cours de la conférence de presse donnée à la fin de cette réunion, elle a déclaré que ces dirigeants doi-

vent véritablement s'impliquer dans la lutte contre les changements climatiques en cherchant eux-mêmes des solutions d'adaptation, et non plus attendre seulement le coup de pouce de leurs partenaires au développement.

Les participants à cette réunion vont présenter leurs recommandations au Forum pour le développement de l'Afrique qui se tient jusqu'au 15 octobre à Addis-Abéba. Pour eux, l'Afrique doit tirer le meilleur parti des dispositions de l'accord mondial de l'après-2012 relatives à la technologie, au financement et au renforcement des capacités en vue de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets. Les plus importantes des solutions étant, à leur avis, celles qui permettront à l'Afrique d'adopter des modes de développement privilégiant des solutions à faibles émissions de carbone et résilientes au climat.

# Un front uni pour l'Afrique dans les négociations sur les changements climatiques

Lors d'une conférence de presse le 12 octobre, Jennifer Kargbo, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a invité les médias à être des partenaires de la CEA dans la lutte contre les effets du changement climatique. Selon elle, les médias ont un rôle vital à jouer pour mobiliser les populations sur le sujet, s'assurer que la question du changement climatique soit toujours à l'ordre du jour des décideurs politiques, et veiller à que les réponses au changement climatique n'aient pas d'impact négatif sur le développement de l'Afrique.

Josué Dione, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la CEA, a quant à lui rappelé que l'un des résultats attendus de ce Forum pour le développement de l'Afrique est une déclaration consen-

suelle qui engage tous les acteurs présents au Forum – décideurs, organisations de la société civile, ONGs, chercheurs et universitaires – et reflète une position africaine sur le changement climatique dans les négociations mondiales. Dans les négociations actuelles sur le sujet, l'Afrique doit pouvoir présenter un front uni.

L'Afrique n'a pas le choix, selon Josué Dione: «Le changement climatique est un problème qui a été imposé à l'Afrique par d'autres pays, nettement plus pollueurs. (...) L'Afrique pourrait s'engager à polluer comme les autres continents, cela coûterait moins cher que de chercher à atténuer les effets du changement climatique pour les populations africaines. Mais alors nous courrions tous à notre perte.»

Pour lui, les pays pollueurs doivent assumer leur responsabilité: «Ce n'est pas qu'une question de compensation pour l'Afrique: les pays pollueurs doivent payer le coût de l'adap-



De gauche à droite: Josué Dione, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la CEA, Jennifer Kargbo, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA et Myriam Dessables, Chef du Service d'information et de communication de la CEA.

tation pour les populations qui subissent leur pollution, et le coût de l'atténuation des effets du changement climatique.»

La déclaration consensuelle, qui sera certainement centrée sur le thème de

l'adaptation des populations africaines au changement climatique, sera présentée au sommet de Cancún sur les changements climatiques prévu en décembre prochain.



De gauche à droite: Ras Kimono, Bethlehem et Johnny Raga, lors de l'enregistrement de «People let's come together to save the land».

## ADF Aujourd'hui est produit par une équipe de journalistes indépendants

**Rédacteurs:** Rangarirai Shoko, Journaliste, Zimbabwe et Bénédicte Walter, Consultante.  
**Journalistes:** Brenda Zulu, Journaliste freelance, Zambia, Gabriel Sunday, Correspondant sur les questions environnementales, News Agency of Nigeria, Marie-Noëlle Guichi, Rédactrice en chef, Le Messenger, Cameroun, Ochieng Obedo, News Editor, SciDev Net, Kenya, Roukiattan Ouedraogo, Journaliste, La Nouvelle Page, Burkina Faso.  
**Photographes:** Antonio Fiorente et Yohannes Zirotti.  
**Mise en page et impression:** Section de la gestion des conférences et des publications, CEA.

Pour accéder à la version en ligne du journal: [www.uneca.org/adfVII](http://www.uneca.org/adfVII)

## Pourquoi l'ADF VII?

«Le Forum offre l'occasion aux différentes parties prenantes d'ouvrir un vaste débat sur les changements climatiques sous toutes leurs dimensions, y compris les mesures à prendre par les dirigeants, et de se faire une idée des signes visibles et de l'impact de ce phénomène inquiétant. Il nous donne aussi la possibilité d'échanger des informations, des connaissances et des données d'expérience sur la meilleure manière dont l'Afrique pourrait et devrait faire face aux effets des changements climatiques en adoptant des stratégies efficaces en matière d'adaptation et d'atténuation. Le septième Forum, y compris les manifestations qui le précèdent, ont été organisés de manière à faciliter l'étude de l'interaction entre les changements climatiques et différents secteurs comme l'agriculture, l'énergie, le commerce et l'industrie, l'égalité des sexes, la finance, le développement humain et social, les sciences, les technologies et l'innovation, la sécurité et la diplomatie.»

Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

# Climate Change Meets Policy

ACP·C  
African Climate Policy Centre  
[www.uneca.org/acpc](http://www.uneca.org/acpc)



Economic Commission for Africa

